



LE REcul DE L'INFLUENCE FRANÇAISE EN AFRIQUE

par le lieutenant-colonel (ER) Michel KLEN

Michel KLEN : auteur d'une dizaine d'ouvrages portant sur la désinformation et des questions historiques (guerre d'Algérie, mercenaires, femmes de guerre)

La régression importante de l'influence de la France en Afrique constitue un fait majeur qui s'est essentiellement traduit par le départ brutal des détachements militaires français stationnés dans les pays francophones (RCA, Côte-d'Ivoire, Tchad, Sénégal, Mali, Burkina, Niger). La France a ainsi perdu toutes ses bases militaires dans le continent africain à l'exception de Libreville au Gabon et de Djibouti. Qui plus est, les États du Sahel (Mali, Burkina, Niger) ont quitté l'organisation internationale de la francophonie en mars 2025. Les raisons de ce grand bouleversement s'appuient sur la montée irrésistible d'un sentiment anti-français dans l'espace francophone, un phénomène mal géré par Paris, et surtout une opportunité qui a été exploitée par des puissances extérieures en particulier la Russie.

Le sentiment anti-français

Les Africains supportent de moins en moins la politique de la France à l'égard de ses anciennes colonies. Ils rejettent notamment le concept imposé par Paris et qui n'a cessé de proclamer que le modèle occidental de démocratie libérale est un principe universel. Le colonel Peer de Jong, ancien aide-de-camp de deux présidents de la République française et intervenant régulier dans des débats sur l'actualité internationale et la géostratégie, a bien résumé l'une des raisons essentielles de ce grand choc dans les relations franco-africaines : « La France s'est en effet embourgeoisée au fil des années dans une relation paternaliste et intrusive avec ses partenaires africains. Ainsi à chaque élection nationale africaine, Paris distribue ou non les certificats de démocratie. Inacceptable évidemment. » Dans cette problématique, une succession de décisions mal vécues a conduit à éroder la confiance des Africains envers la France. Parmi ces événements subis qui ont nourri un profond ressentiment, les analystes citent deux épisodes conséquents : d'une part la mise en place par la Banque mondiale et le FMI de programmes d'ajustement structurel au début des années 1980 qui consacrent le désengagement de l'État dans les pays d'Afrique sans que les économies ne décollent pour autant (ce qui était pourtant l'objectif), d'autre part l'intervention militaire de la France en Libye en 2011 sans consulter les chefs d'État africains. Dans cette opération qui a finalement déstabilisé la région, la mort violente de Kadhafi, pourtant honni dans une grande partie de la communauté internationale, a fait l'objet de commentaires malveillants à l'encontre de Paris dans beaucoup de pays africains. Le « Guide » jouissait en effet d'un certain prestige dans une partie de l'Afrique noire car il aidait financièrement certains États et fournissait des emplois, notamment dans l'armée libyenne, à de nombreux Touaregs du Sahel (Mali, Niger). Par ailleurs, le climat de dégradation des relations avec Paris s'est encore détérioré avec une succession de petites phrases vexantes comme celle prononcée à Dakar le 26 juillet 2007 par le président français de l'époque : « L'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire ! »

L'offensive de la Russie

Pour s'implanter dans le continent africain, Moscou a lancé des opérations de propagande qui concernent surtout la présence de la France en Afrique. Ces actions malignes de déstabilisation ont récemment visé le Sahel. Profitant de situations chaotiques internes et de coups d'État à répétition dans la région, la Russie a mené dans ces pays faillis des séquences de désinformation intensive auprès des populations déboussolées et des dirigeants locaux pour les contraindre de se débarrasser de l'assistance française et de la remplacer par des contingents russes. Dans cet esprit, le Kremlin a déployé des moyens considérables manigancés, d'un côté par les médias russes *Russia Today* et *Sputnik*, de l'autre par des « influenceurs » professionnels qui sont animés par une haine viscérale de la France.

Dans cette bataille de la propagande, la Russie s'est imposée comme l'acteur majeur de la cyberguerre qui enflamme les réseaux sociaux. Pour ce faire, le Kremlin dispose de l'IRA (*Internet Research Agency*) dirigée jusqu'à sa mort soudaine en août 2023 par Evgueni Prigojine (également patron de l'entreprise de miliciens russes *Wagner*). Dans cette logique de détestation de la France, les méthodes les plus exécrables sont mises en œuvre. Ainsi en avril 2022, les nervis de *Wagner* ont mis en scène des cadavres près de la base française de Gossi au Mali pour faire croire à un massacre commis par les militaires français de l'opération *Barkhane*. Cette abomination a été démentie par la DGSE qui, flairant le coup, avait mis auparavant la zone sous surveillance de drones. Cette initiative préventive a permis la diffusion par le ministère des armées, d'images montrant les stipendiés de *Wagner* enterrant des morts. Sur la Toile, les opérations de propagande mensongère orchestrées par les services du Kremlin sont légion. Les Français sont accusés de crimes imaginaires, de voler des ressources minières, de s'adonner à un trafic de l'or et de livrer des armes aux terroristes ! Le déluge de *fake news* à l'encontre de la France prend également la forme de documentaires et de dessins animés délétères réalisés par des sociétés russes et qui dénoncent la présence supposée nuisible de l'ancienne puissance coloniale. Dans cette série pernicieuse de produits d'hostilité à la France, le plus marquant est le film *Touriste* (2021) qui vante les bienfaits de l'action de techniciens russes en RCA. Le long métrage a servi de support à la création, en septembre 2022 à Bangui, de l'organisation africaine de la russophonie (OAR) qui s'est fixée pour objectif de « promouvoir l'usage et l'étude de la langue russe. » En réalité, cette structure éducative veut s'imposer pour faire contrepoids à l'organisation internationale de la francophonie. Elle dispose d'antennes non seulement dans les pays francophones, mais aussi au Ghana et en Angola. Pour accomplir ses activités, l'OAR a engagé un partenariat avec l'université de l'amitié des peuples de Moscou (université Patrice Lumumba).

C'est en République centrafricaine que le contingent de miliciens et de conseillers russes est le plus important (environ 2000 hommes). Les dirigeants de *Wagner* s'y sont constitué un trésor de guerre substantiel en exploitant les richesses minières du pays, notamment celles de la mine de Ndassima. C'est sur ce site que les lingots d'or sont fondus puis expédiés en Russie via le port camerounais de Douala qui est devenu la plaque tournante des opérations commerciales de l'entreprise russe. En RCA, les mercenaires russes sont en charge de la protection du palais présidentiel et des hautes autorités. Ils ont établi un vaste camp à Bobangui situé à une cinquantaine de kilomètres de la capitale où ils entretiennent une unité commando

prête à intervenir en cas de menace contre le régime. Les contractants russes sont également impliqués dans la formation des militaires de l'armée centrafricaine¹.

La disparition brutale du patron de *Wagner* en août 2023 n'a pas changé la dynamique d'implantation des Russes dans le continent noir. La société militaire privée contrôlée par le Kremlin est passée sous l'égide du GRU, le service de renseignement militaire de la Russie. A *Wagner* a ainsi succédé l'*Africa Corps*, composé des mêmes personnels de l'ancienne milice de Prigojine et socle de l'*African Initiative*, la nouvelle structure d'influence russe en Afrique créée en janvier 2024.

En Algérie, la perte d'influence de la France est significative. Au cours des dernières années, la France a perdu des marchés qu'elle croyait imprenables : le renoncement au rachat d'Anadarko par Total en juin 2020, l'arrêt de la gestion du métro d'Alger par la RATP en août 2020, la perte du contrat de l'eau d'Alger par Suez quatre mois plus tard et surtout la perte du marché du blé au profit des Russes en décembre 2021. Au final les échanges économiques de la France avec son partenaire algérien ont beaucoup diminué : au début du nouveau millénaire, la France était le premier fournisseur de l'Algérie. Elle est aujourd'hui dépassée par la Chine et est talonnée par l'Italie et l'Espagne.²

Cette action « main basse sur l'Afrique » lancée par Moscou constitue une nouvelle donnée dans l'échiquier géopolitique. Elle entre dans le cadre d'une évolution notoire du continent africain dont les gouvernements sont à la recherche de partenariats avec des pays extérieurs au monde occidental. Cette volonté d'une coopération différente concerne non seulement la Russie, mais aussi la Chine (présente depuis plusieurs décennies dans de grands projets économiques) et de nouveaux arrivants comme l'Inde et la Turquie.

La France vraiment absente ?

Malgré le recul notoire de son influence en Afrique, la France est cependant parfois sollicitée pour intervenir dans certaines situations. Ce fut notamment le cas au Bénin où les forces spéciales françaises ont été engagées pour déjouer un coup d'État visant à renverser le président Talon le 7 décembre 2025. A la demande du président béninois, ces unités françaises ont été envoyées à Cotonou en fournissant des moyens d'observation (avion de reconnaissance), de renseignement et de soutien logistique pour accompagner la riposte des troupes loyalistes. Cet épisode a été peu commenté par l'Élysée en raison de son caractère confidentiel. Il prouve que malgré la perte de la plupart de ses positions stratégiques dans le continent, la France possède encore en Afrique certains partenaires.

1 Michel Klen, *La pénétration du groupe Wagner en Afrique*, Revue Défense nationale, mai 2023.

2 Xavier Driencourt, *L'énigme algérienne*, éditions de l'Observatoire (2024).